

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Honduras-Les-gouvernements-sudamericains-doivent-appuyer-le-droit-des-Honduriens-a-la-souverainete-et-a-des-elections-libres>

Honduras : Les gouvernements sudaméricains doivent appuyer le droit des Honduriens à la souveraineté et à des élections libres

(Date de mise en ligne : lundi 4 novembre 2013)

- Notre Amérique -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le peuple hondurien a-t-il le droit de élire son propre président et congrès ? La réponse varie selon la personne à qui vous posez la question.

En 2009, le président de centre-gauche de ce pays, Mel Zelaya, fut renversé par un coup d'état militaire qui fut appuyé en grande mesure (et selon Zelaya, organisé) par le gouvernement US. Après 6 mois et une grande vague de répression politique, le gouvernement putschiste fut restitué par une élection que presque tout l'hémisphère - à l'exception de..., si, vous avez deviné, les Etats-Unis d'Amérique - rejeta en la considérant comme illégitime.

Quatre ans plus tard, ce 24 novembre, les électeurs honduriens se rendront encore une fois aux urnes pour participer à un combat entre le parti pro démocratie LIBRE, fondé par des individus qui se sont opposés au coup d'état, et le parti officiel, le Parti National, dont le champion sera Juan Orlando Hernandez, président du Congrès National, qui appuya le coup d'état militaire de 2009.

S'il s'agissait d'une lutte régulière, il est fort probable que LIBRE, dont la candidate présidentielle est Xiomara Castro, épouse de Mel Zelaya, triompherait. La situation économique joue un rôle important dans la majorité des élections, et en général un gouvernement qui a présidé à une détérioration des niveaux de vie de la majorité de la population est évincé du pouvoir. Les données des enquêtes montrent que 80% des Honduriens pensent que leur situation actuelle est pire qu'il y a quatre ans, et les faits renforcent cette opinion. Les 10% les plus élevés sont ceux qui ont obtenu la majeure partie des 100% d'augmentation des rentrées durant les deux années ayant suivi le renversement de Zelaya, inversant de façon marquante une forte tendance à une plus grande égalité durant les années Zelaya.

Le nombre des personnes qui contre leur volonté travaillent à mi-temps a connu une augmentation de 176%. La pauvreté a également augmenté, alors qu'elle s'était réduite de manière importante avec Zelaya qui accorda une augmentation du salaire minimum de quasi 100% en termes réels durant ses 3,5 années de pouvoir. Même les investissements privés, malgré les doléances des entrepreneurs qui appuyèrent le coup d'état, grandirent à un rythme beaucoup plus rapide avec Zelaya qu'avec le régime actuel.

Comme on l'imagine, ces élections ne se disputeront pas dans des conditions équitables. Durant les derniers six mois, tous deux, le Sénat et la Chambre des Représentants des E.U. ont envoyé des lettres au secrétaire d'état John Kerry exprimant de sérieuses préoccupations concernant la répression politique et ses implications pour les élections du mois prochain au Honduras. La lettre du Sénat met en évidence un « schéma de violence et de menaces contre les journalistes, défenseurs des droits humains, membres du clergé, leaders syndicaux, membres importants de l'opposition, étudiants, petits agriculteurs et activistes de la communauté LGTB », ainsi que des exécutions extra-judiciaires.

La lettre du 15 octobre de la part de la chambre des représentants mentionne « au moins 16 activistes et candidats de LIBRE ont été assassinés depuis juin 2012. En plus nous avons été informés que le gouvernement du Honduras n'a pas mené d'enquête ni poursuivit les responsables de ces assassinats. »

« Les abus contre les droits humains se poursuivent sous le gouvernement actuel menaçant les libertés civiles basiques, les candidats de l'opposition ne disposent pas de conditions équitables et les forces de sécurité de l'Etat jouent un rôle toujours plus important et inquiétant dans le contexte des élections. »

Nous sommes particulièrement alarmés de découvrir que le parti officiel et son candidat présidentiel, Monsieur Juan

Orlando Hernandez, dominant actuellement toutes les institutions clés du gouvernement, incluant les autorités électorales du pays et l'armée, laquelle distribue les bulletins de vote - ce qui limite les options des citoyens honduriens au cas où se commettraient des fraudes durant le processus électoral alors que les violences contre les droits humains continuent à être une menace contre un débat ouvert.

Le problème, c'est que le gouvernement d'Obama ne respecte ni le droit à des élections libres, ni les droits humains fondamentaux au Honduras. Ils ont fait de grands efforts en 2009 pour défaire le président démocratiquement élu et ils en payèrent le lourd coût politique dans l'hémisphère : à ce moment, tous les gouvernements d'Amérique du Sud espéraient qu'Obama agirait d'une manière différente de son prédécesseur et l'ont cru quand il avait promis de ne pas donner son appui au coup d'état. Ils ont souffert plus qu'une déception, l'appui du gouvernement d'Obama au putsch et sa manipulation de l'Organisation des Etats Américain à cette fin, ont entraîné la fondation d'une nouvelle organisation hémisphérique, la Communauté des Etats Latinoaméricains et des Caraïbes, laquelle exclu les Etats-Unis d'Amérique et le Canada.

Dès lors, que peut-on faire ?

Les gouvernements d'Amérique du Sud doivent s'exprimer énergiquement en faveur d'élections libres et du respect des droits humains au Honduras. Etant donné que la gauche Latinoaméricaine a un respect profondément enraciné de la souveraineté nationale, les gouvernements progressistes sont réticents concernant toute action qui ressemble à une interférence dans les affaires internes des autres pays. Cela les met en désavantage vis-à-vis de Washington qui n'a pas ce type de scrupule et qui intervient avec des millions de dollars dans la campagne actuelle.

Mais l'Amérique du Sud a montré fréquemment son soutien aux gouvernements qui sont menacés ou accusés par les USA : récemment dans le cas du Venezuela, après les élections présidentielles d'Avril et dans celui de la Bolivie quand l'avion d'Evo Morales fut forcé d'atterrir en Europe en juillet passé. Il s'est également manifesté en 2009 pour freiner Washington dans sa tentative d'augmenter sa présence militaire en Colombie, qui fut ressentie comme une menace pour la région.

Comme le signale le président Rafael Correa d'Equateur, en 2009, le coup d'état de Washington au Honduras fut également une menace pour la région, ainsi que sa collaboration avec le gouvernement qui en résultat pour empêcher que se tiennent des élections démocratiques. Comme est aussi une menace la militarisation du Honduras avec l'augmentation, de la part des Etats-Unis d'Amérique, des leurs bases dans ce pays. Cela fait partie de la réponse de Washington face à l'élection de gouvernements de gauche dans la plus grande partie de l'hémisphère : augmenter leur présence militaire et solidifier leur contrôle, dans les rares lieux où, grâce à l'extermination de la démocratie, ils prennent encore leurs aises.

Les leaders sudaméricains doivent rappeler au monde qu'il s'agit d'une lutte pour l'autodétermination - que les honduriens ne renoncent pas à leurs droits civils et nationaux seulement parce que les Etats-Unis d'Amérique ont des bases dans leur pays et pensent que cela est plus important de permettre des élections libres.

Mark Weisbrot pour *The Guardian*

Original : « [South American leaders should help Hondurans fighting for democracy](#) ». *The Guardian*, 29 de octobre de 2013.

Traduit pour [Les états d'Anne](#) : Anne Wolff

El Correo. Paris, le 4 novembre 2013.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

Post-scriptum :

***Mark Weisbrot** est co-directeur du [Center for Economic and Policy Research](#) de Washington, D.C. Il est également président de [Just Foreign Policy](#).